

Édito

Tribune : M^{me} Majdouline SBAÏ, Vice-Présidente de la Région en charge de la citoyenneté, de la coopération décentralisée et des relations internationales

Soulèvements démocratiques en Méditerranée, catastrophe naturelle et péril nucléaire au Japon, terrorisme et insécurité au sahel... chacun de ces bouleversements impacte nos vies, nos consciences. Cela nous montre l'interdépendance entre les hommes et la planète et l'interdépendance entre les hommes eux-mêmes.

Cela met en évidence de manière criante une réalité que nous connaissons tous : on ne peut bâtir un développement durable de nos villes, de nos régions, de notre pays sans lien, sans coopération, sans projet commun avec le reste du monde.

Ces liens, ces projets, nous voulons qu'ils soient fondés sur l'échange, la fraternité et la solidarité pour faire reculer les inégalités et avancer la démocratie au nord comme au sud. Prenons l'enjeu démocratique : au lendemain des élections cantonales, on constate ici la protestation silencieuse de nombreux citoyens exprimée par l'abstention. Au même moment au sud, en Tunisie, en Lybie, des vies sont sacrifiées pour un espoir de liberté, pour l'espoir de participer à la construction de l'avenir de leur pays.

Quand nous coopérons ou faisons de l'éducation au développement, c'est cela que nous avons à l'esprit.

Adhérer à Lianes coopération, c'est aussi faire vivre le réseau et s'en donner les moyens. Plus de 80 structures sont adhérentes, pourquoi pas vous ?

Les situations et événements qui se sont déroulés dans les pays du Maghreb et dont les soubresauts sont encore palpables, doivent tous nous interpeller. Ce fameux "Printemps Arabe" n'aurait pu émerger de son trop long hiver sans l'implication de la jeunesse. Nourris par un besoin impérieux de démocratie, souvent au mépris de leurs vies, ces jeunes ont défié le pouvoir en place. Leurs voix se sont multipliées pour revendiquer une place dans la société.

Qu'elle soit portée là-bas ou ici, cette mobilisation est bien l'image qu'une partie de la population pose ses craintes en son avenir et accuse les adultes sur leur gestion du présent qui pénalise les conditions de vie des générations futures.

Cette aspiration de la jeunesse est partagée, elle est internationale.

De la place Tahir à Tunis à la Puerta del Sol à Madrid, la révolte et l'indignation dépassent les frontières et deviennent un signal pour toute l'Europe, un appel à un monde plus juste, plus solidaire, plus démocratique.

L'approche de la solidarité et la coopération internationale est plus qu'évidente. Il n'est pas de mouvement d'éducation au développement ou de solidarité internationale sans la mobilisation de la jeunesse. Et les jeunes ici et là-bas ne souhaitent qu'être acteurs de leur devenir. Alors, comment promouvoir, accompagner et soutenir cette émergence citoyenne, cette volonté de "reconstruction".

Lianes et son réseau d'acteurs œuvrant dans le champ de la solidarité internationale se doivent d'être éveillés, vigilants aux initiatives qui permettraient des approches de développement à tous les niveaux : santé, éducation, social et citoyenneté... Nous devons être mobilisés pour accompagner ces jeunes et moins jeunes dans leur "renouveau citoyen" et créer les conditions d'une vie plus proche de leurs aspirations.

Enfin, cet éditto ne peut pas se conclure sans une pensée fraternelle à Luc De Ronne, à qui je succède au poste de président à la suite de la dernière Assemblée Générale de Lianes. Durant six ans, Luc a conduit avec les administrateurs les destinées de Lianes. Il a porté avec conviction les valeurs et les orientations de l'association et confirmé la place de ce réseau d'acteurs en région.

Antoine Baillœul,
Président de Lianes coopération



C'est la seule voie pour construire un devenir meilleur pour toute l'humanité car nos destins sont liés par delà les frontières

Majdouline SBAÏ,
Vice-Présidente de Région

Sommaire

Édito	P. 1
Vie du réseau	P. 2 - 3
Engagement du Conseil Général du Nord dans la coopération internationale : des échanges Nord - Sud aux partenariats Sud - Sud	P. 2
Cycle de Rencontres Territoriales "La coopération internationale au service des projets de territoire"	P. 3
Actualité de la Solidarité internationale	P. 4 - 5
À 5 ans des échéances, quel bilan pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement ?	P. 4 - 5
Aide au projet	P. 6 - 7
Comment coopérer dans les zones à risque ?	P. 6
Des équipes nationales : les atouts d'une ONG - Exemple de l'association Élevages sans frontières	P. 6
C'est du jargon ! : La capitalisation d'expérience	P. 7

Brèves

Retour sur le Forum Social de Dakar Février 2011



Du 6 au 12 février dernier s'est tenue la 11^e édition du Forum Social Mondial, à Dakar au Sénégal. Ce rendez-vous réunit chaque année des milliers d'acteurs de la société civile altermondialiste du monde entier, avec pour objectif de faire entendre la parole citoyenne et de favoriser la mise en place de luttes collectives. Cette année, pour les 10 ans de l'évènement, ce sont plus de 60 000 participants de 150 pays qui ont échangé sur des thématiques aussi variées que la souveraineté alimentaire, la santé, l'accaparement des terres, la lutte contre les paradis fiscaux ou encore la situation de l'Afrique face à la crise.

De nombreux acteurs du Nord-Pas de Calais ont également fait le déplacement, du CRDTM aux Amis de la vie, en passant par Le Partenariat. Les associations locales de la communauté d'agglomération de Boulogne sur Mer y étaient représentées par Francine Wallaert, présidente du CDSI (Centre de Documentation, d'Information et d'Animation pour le Développement et la Solidarité Internationale).

De nombreuses actions symboliques ont marqué cette édition, comme l'adoption de la Charte mondiale des Migrants, sur l'Île de Gorée (lieu phare de l'esclavagisme, du colonialisme et de la migration forcée), ou encore la démission du président égyptien Osni Moubarak, annoncée lors de la cérémonie de clôture du Forum. Cette victoire du mouvement populaire a alors montré que la volonté des populations pouvait contribuer au changement.

> Plus d'infos sur www.fsm2011.org.

Engagement du Conseil Général du Nord dans la coopération internationale.

Des échanges Nord-Sud aux partenariats Sud-Sud



Depuis maintenant plus de vingt ans, le Département du Nord est engagé dans le champ de la coopération Nord/Sud et de l'aide au développement. Ce dernier a, en effet, initié des partenariats en direction de trois régions d'Afrique subsaharienne : département de Dagana au Sénégal (1989, renouvelé en 2004), région de Mamou en Guinée (2004) et département de la Menoua au Cameroun (2009), en complément du soutien qu'il apporte aux initiatives nordistes de solidarité internationale.

Au cours des six dernières années, le Département et ses partenaires ont progressivement procédé à la structuration de leurs coopérations à travers le renforcement du rôle des collectivités dans l'élaboration et le suivi des actions, l'élargissement des thématiques d'intervention, le développement de partenariats techniques et financiers ou encore une plus large mobilisation des acteurs des territoires.

Aujourd'hui, ces partenariats se traduisent par la mise en œuvre d'actions de coopération dans cinq domaines d'intervention.

Gouvernance. Soutien aux synergies territoriales (mise en place de Cadres de concertation inter-collectivités - État - Société civile, aide à la création du Groupement d'Intérêt Communautaire du département de Dagana), accompagnement des collectivités dans l'élaboration des plans locaux de développement, formation des élus et techniciens, fonds d'appui à l'équipement des collectivités, soutien au développement d'outils de pilotage innovants...

Santé et action sociale. Formations spécifiques et supervisions formatives des personnels de santé, appui aux équipements innovants des infrastructures sanitaires (autonomisation énergétique, systèmes informatiques de suivi des patients et de suivi épidémiologique), actions de prévention/sensibilisation en direction des populations (Protection maternelle et infantile, IST/SIDA, Paludisme, nutrition...), accompagnement médico-social et insertion des personnes handicapées.

Éducation. Soutien au développement d'outils de pilotage innovants (carte scolaire numérique), amélioration des conditions de scolarisation dans les collèges (extension des capacités d'accueil, accès à l'eau, latrines, accès aux nouvelles technologies...), sensibilisation des collégiens aux enjeux environnementaux et du développement durable, mise en relations et échanges Nord/Sud.

Environnement et développement durable. Sensibilisation et formations des élus/techniciens aux pratiques et aux enjeux environnementaux ou relevant du développement durable, appui à la mise en œuvre de diagnostics techniques (schéma directeur eau - assainissement, introduction des principes de développement durable dans les projets de construction/réhabilitation...), programmes d'accès à l'eau et de construction de latrines en milieu scolaire.

Culture. Soutien aux activités culturelles et sportives, accompagnement des collectivités partenaires dans le développement de manifestations culturelles relevant de synergies territoriales, appui à la mise en œuvre de diagnostics (mise en valeur du patrimoine et promotion touristique), initiatives contribuant à la promotion de la francophonie).

Au-delà de ces actions, le Département du Nord et ses partenaires ont souhaité développer les échanges Sud/Sud en complément des relations Nord/Sud. Dans ce contexte, ce premier a proposé la tenue d'une rencontre internationale réunissant, pour la première fois, l'ensemble des collectivités des territoires partenaires sénégalais du département de Dagana, guinéens de la région de Mamou et camerounais du département de la Ménoua [soit 20 collectivités au total]. Celle-ci s'est déroulée du 31 octobre au 3 novembre à Richard-Toll au Sénégal.

À l'issue de cet évènement, les collectivités représentées ont procédé à la signature d'une déclaration d'intention rappelant la volonté partagée de conforter les initiatives en faveur du développement et de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), de renforcer l'efficacité de l'aide (amélioration des modalités de suivi, de mise en œuvre et d'évaluation des projets) ou encore de développer des projets novateurs dans un cadre multilatéral.

Celles-ci ont également co-signé la déclaration d'intention relative aux OMD proposée par

Cités-Unies France dans le prolongement du Sommet des Nations-Unies de septembre 2010.

Cette semaine d'échanges s'est achevée par la participation du Département du Nord et de ses partenaires sénégalais aux Assises sénégaléo-européennes de la coopération décentralisée auxquelles ont été également conviés des représentants de la région de Mamou et du département de la Menoua.

Le début de l'année 2011 a été caractérisé par la poursuite des travaux visant à constituer et à officialiser la création d'un réseau transnational de coopération Sud/Sud - Nord/Sud. Celui-ci aura notamment pour objet de favoriser les transferts de compétences, les sources de capitalisation mais aussi d'assurer le développement de projets et la mobilisation de financements innovants.

Désormais, le Département du Nord et les collectivités de Dagana, Mamou et de la Menoua se sont pleinement réappropriés leurs coopérations auxquelles contribuent plus d'une vingtaine de partenaires institutionnels et associatifs. Dans un souci de coopération de territoire à territoire, ces derniers jouent un rôle déterminant dans la mise en œuvre des projets mais sont aussi force de proposition.

"Transversalité" et "Synergies" constituent, aujourd'hui, les deux maîtres mots de ces coopérations. La période 2011-2012 devrait être caractérisée par la réalisation d'actions riches et significatives tant sur le plan des projets mis en œuvre que des relations avec nos partenaires au Sud et en Nord - Pas de Calais.

> Pour en savoir plus : www.cg59.fr, rubrique "action internationale"

Brèves

Rencontre régionale sur l'agro-écologie



À l'occasion de ses 30 ans, l'association Loos N'Gourma, en partenariat avec Lianes coopération, a organisé le 23 mai à Loos en Gohelle une rencontre sur le thème **"L'agro écologie, une solution pour l'agriculture au Nord et au Sud?"**

D'éminents spécialistes se sont succédés, au travers de tables rondes et de projections-débats, auxquels ont assisté près d'une centaine de visiteurs.

> Un compte rendu sera prochainement disponible sur le site de Lianes coopération.

Cycle de Rencontres Territoriales "La coopération internationale au service des projets de territoire"



Par sa position géographique, son histoire transfrontalière, ses traditions de solidarité et d'engagement collectif, le Nord - Pas de Calais est ouvert au monde et inscrit depuis de longues années dans le développement à l'international. Afin d'échanger sur les valeurs qui fondent cette implication et de témoigner de son impact sur le dynamisme régional, le Conseil Régional Nord - Pas de Calais organise un cycle de quatre rencontres avec les territoires du Nord - Pas de Calais :

- **Ville de Tourcoing**, le jeudi 19 mai 2011 : "Mobilité européenne et internationale des jeunes"
- **Communauté d'Agglomération de Saint Omer**, le jeudi 26 mai : "Quel aménagement des territoires?"
- **Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin**, le vendredi 9 septembre : "L'appui aux démarches de reconversion durable des territoires"
- **Communauté Urbaine de Dunkerque**, le vendredi 30 septembre : "Articulation, complémentarité, synergie entre les différentes collectivités"

Les 3 premières rencontres s'adressent à l'ensemble des acteurs, la dernière aimerait réunir plus particulièrement les élus et techniciens des collectivités locales. Chacune de ces rencontres sera suivie d'un moment de convivialité.

En point d'orgue de ce cycle de rencontres, la Région organisera avec les quatre collectivités précitées, une journée régionale le vendredi 14 octobre, dont l'objectif est la proposition de nouvelles perspectives en matière de politique régionale.

> Plus d'informations sur notre site internet www.lianescoperation.org, onglet "Agenda"

AG de Lianes coopération



Notre assemblée générale s'est tenue le 7 mai dernier à Lille. Après la présentation du bilan financier, du rapport moral et du rapport d'activité de l'association, tous les membres présents ont participé à des échanges sur la notion de coopération au sein du réseau.

À partir de jeux coopératifs, animés par Le Pas de Côté, chacun a pu préciser ce qu'il attendait du réseau et ce qu'il était prêt à lui apporter, dans le but pour l'association de répondre au mieux aux besoins de ses membres.

> La liste des nouveaux membres du conseil d'administration ainsi que le rapport d'activité sont disponibles sur notre site www.lianescoperation.org.

■ ■ ■ À 5 ans des échéances, quel bilan pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement ?

En l'an 2000, 189 États membres de l'ONU ont voté en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), huit objectifs à atteindre d'ici 2015 pour réduire la pauvreté et la faim dans le monde.

Le sommet des OMD de septembre 2010 a permis de faire un bilan sur l'avancement de chaque objectif et une déclaration finale, visant à accélérer leur réalisation, a été adoptée. Au cours du sommet, de nouveaux engagements ont été pris pour la santé des femmes et des enfants, ainsi que d'autres initiatives pour lutter contre la pauvreté, la faim et les maladies. Mais à seulement cinq ans de l'échéance, est-ce que cela suffira ?

Un engagement accru des sociétés civiles et des gouvernements du Nord est nécessaire et même vital pour apporter un soutien aux populations du Sud.

Afin de mettre en perspective ces propos, Lianes coopération a réuni les témoignages de deux acteurs impliqués : M^{me} Majdouline Sbaï, Vice-Présidente au Conseil Régional du Nord-Pas de Calais, et Catherine Gaudard, directrice du plaidoyer pour le CCFD-Terre Solidaire.

> Contact : Association Le Partenariat, Laura Murphy, chargée du projet européen MDG'15



■ ■ ■ Rencontre avec une collectivité : Enjeux pour la région Nord-Pas de Calais



Majdouline SBAÏ, Vice-Présidente de la Région en charge de la citoyenneté, de la coopération décentralisée et des relations internationales.

10 ans après l'établissement des OMD, les aides au développement restent insuffisantes (0,35% pour la France en 2010) surtout au regard des causes des grands dérèglements planétaires (inégalités, crises alimentaire et climatique, croissance énérgivore face à des ressources finies ...) : souvent l'homme lui-même et les pays du nord.

Les grands accords internationaux structurent néanmoins les priorités régionales d'intervention en matière de solidarité internationale. Les priorités thématiques (éducation, santé) ou transversales (gouvernance, égalité hommes femmes, développement durable) s'inscrivent en cohérence avec ces objectifs multilatéraux : la Région Nord-Pas de Calais est mobilisée sur les OMD et attentive à y associer le plus grand nombre.

En développant des coopérations de territoire à territoire, de population à population, d'Institution à Institution comparable, elle traduit les orientations qu'elle a arrêtées au fil des années, notamment au travers de ses schémas prospectifs (aménagement et développement durable du territoire, développement économique, formations...) et des rapports d'orientation thématiques (culture, santé, environnement...).

La Région, pour ce faire, veille à développer ses outils de pilotage, adapter les modes de coopération à l'évolution des compétences des partenaires, tout en combinant le soutien aux projets d'acteurs et l'accompagnement de l'Institution partenaire dans l'exercice de ses compétences et dans des programmes de développement intégré.

Hôpitaux, lycées, Comité des pêches, Chambre des Métiers du Nord, entreprises, Instituts de Formation en Soins Infirmiers ou Institut Régional du Travail Social (I.R.T.S.), etc... agissent ainsi sur des opérations de développement au Sud mais aussi en renforçant leurs partenaires institutionnels dans les processus locaux de décentralisation.

La Région doit néanmoins plus encore expliquer les interdépendances entre

le nord et le sud et les responsabilités collectives ; rendre les démarches solidaires plus abordables et compréhensibles par les habitants ; développer la solidarité ici et ailleurs. L'enjeu : faire adhérer à sa politique de solidarité internationale et en diffuser les valeurs.

Quelques actions significatives pour les OMD au sud :

Santé : Mise au point du vaccin contre la Bilharziose, appui à l'hôpital de Saint Louis ; Centres de soins et maternités au Sénégal et au Mali, Prédiposition de matériel d'urgence à Fénériver, production de farines à Kayes.

Éducation/formation : École hôtelière au Maroc ; lycée au Sénégal ; classes primaires et formation d'enseignants et de formateurs au Sénégal et au Mali. Programmes FAIL, CRREJ et actions d'Alter Ego au Sénégal ; Horticulture, Fonio équitable, développement intégré au Mali ; parc de Masoala à Madagascar.

> Pour en savoir plus : www.nordpasdecalsais.fr, rubrique Solidarité et citoyenneté



Objectifs du millénaire pour le développement

- | | |
|---|--|
| ▶ 1  Réduire l'extrême pauvreté et la faim | ▶ 5  Améliorer la santé maternelle |
| ▶ 2  Assurer l'éducation primaire pour tous | ▶ 6  Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies |
| ▶ 3  Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes | ▶ 7  Préserver l'environnement |
| ▶ 4  Réduire la mortalité infantile | ▶ 8  Mettre en place un partenariat mondial pour le développement |

■ ■ ■ Rencontre avec un acteur associatif : M^{me} Catherine Gaudard, directrice du plaidoyer au CCFD - Terre solidaire

Comment le CCFD - Terre Solidaire se positionne-t-il face aux OMD ?

Le CCFD a toujours été critique des OMD, qui se réduisent à des objectifs quantitatifs (et partiels), sans remise en cause des stratégies et politiques économiques et financières, largement à l'origine de l'appauvrissement des populations. Cependant, les OMD permettent de parler de la pauvreté, d'interpeller justement sur les insuffisances dans les stratégies de développement, et nous permettent de rappeler les pays à leurs responsabilités et aux engagements qu'ils ont pris.

Parmi les 8 objectifs, dans le(s)quel(s) pensez-vous le plus vous intégrer ?

Le 1^{er} et le 8^e sont les objectifs prioritaires pour le CCFD, car ils sont moins sectoriels que les autres. Pour nous, depuis 50 ans, lutter contre la pauvreté, c'est avant tout donner les moyens aux sociétés civiles et aux citoyens de chaque pays, afin qu'ils puissent contribuer, en lien avec leurs États, à la définition des politiques de leur pays. Le développement est un processus dans lequel les dimensions sociales, démocratiques, de participation, culturelles, sont aussi importantes que les questions économiques et d'infrastructures. C'est pour cela que le CCFD a fait le choix du partenariat, en construisant des liens de soutien, de solidarité, d'accompagnement avec les acteurs de changement dans les pays du Sud. Deux enjeux complémentaires :

- maintenir les engagements d'aide, et faire en sorte qu'il s'agisse réellement d'une aide au développement pour les populations les plus vulnérables

- permettre aux pays du Sud de disposer de leurs propres ressources (et donc, de ne pas dépendre de l'aide internationale). Là où les OMD misent essentiellement sur une aide venant de l'extérieur, le CCFD considère que le développement passe par le juste partage des richesses générées par l'exploitation des ressources (naturelles et humaines) de ces pays.

De quelle manière pensez-vous contribuer à la poursuite de ces objectifs dans les pays du nord ?

Le CCFD porte depuis longtemps, en même temps que son soutien aux acteurs du Sud, un travail d'éducation populaire en France, et une mobilisation de plaidoyer pour obtenir des décideurs français et européens des changements dans les politiques (annulation de la dette, respect des engagements d'aide publique au développement (APD), politique de régulation des entreprises, etc..). Nous ne menons au nord que des activités en lien avec les enjeux pour les populations pauvres au Sud. Cependant, l'interrogation sur le modèle de développement du Nord, et ses impacts, est inévitable, et la réflexion sur les alternatives s'impose dans l'engagement du CCFD.

Avez-vous constaté une évolution de la situation, depuis leur mise en place en 2000 ?

Nous constatons que nous sommes toujours loin du compte, puisque la lutte contre la pauvreté ne sera permise que par des changements profonds dans les politiques économiques et financières, or ceux-ci ne sont pas abordés actuellement dans le cadre des OMD.

Que reste-t-il à faire, d'après vous ?

Restaurer des régulations, rendre les acteurs économiques et financiers responsables de leurs actes, mettre les droits humains au cœur de toutes les politiques, permettre aux pays du Sud de bénéficier des richesses qui sont les leurs (lutter contre le pillage de leurs ressources, contre l'évasion fiscale qui prive leurs États des moyens d'investir eux-mêmes dans leur développement)...

D'après vous, qui des décideurs ou des acteurs de la société civile sont les mieux placés pour faire évoluer la situation ?

Pour moi, il ne s'agit pas de choisir entre l'un ou l'autre : le rôle des sociétés civiles, c'est de montrer que des alternatives sont possibles, et de pousser les décideurs à adopter des politiques qui agissent en faveur de ces alternatives afin qu'elles soient mises en œuvre à une échelle plus importante. Les sociétés civiles doivent donc se renforcer, afin de parvenir à obtenir des changements des politiques, et de suivre la mise en œuvre de ces politiques.

> Propos recueillis par Olivia Maiffert

Brèves

Semaine de la solidarité internationale (SSI)



Le mardi 17 mai dernier, les acteurs de la SSI, nouveaux et habitués, se sont retrouvés à l'Hôtel de Ville de Lille, pour assister à une réunion organisée par Lianes coopération et la cellule d'animation du DRAPP (Dispositif régional d'appui aux porteurs de projets).

Y étaient présentés les financements disponibles pour la 14^e édition de la SSI, ainsi que les dispositifs et appuis accessibles. Elle fait suite à la rencontre régionale qui s'est tenue le 19 mars dernier à l'Hôtel de Ville de Tourcoing où le bilan de l'édition 2010 ainsi que les perspectives 2011 avaient été présentés, ainsi qu'un focus sur quelques animations innovantes.

Les conclusions des échanges qui se sont tenus lors de cette rencontre ont ensuite été transmises aux organisateurs nationaux de La Semaine, lors d'une rencontre nationale qui s'est tenue du 25 au 27 avril, à Paris. Elle avait pour but de présenter le bilan national de La Semaine et les orientations du prochain plan triennal, ainsi que de travailler sur la 14^e édition de l'évènement (nouveau logo, choix de l'accroche thème, financements coups de pouce, etc.).

Les comptes-rendus de ces trois évènements sont accessibles sur le site de Lianes coopération.

> N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez plus d'informations sur les orientations de la prochaine édition, les financements accessibles ou nous faire part de vos futures animations : Lianes coopération - 03 20 85 10 96 lianescooperation@wanadoo.fr

Comment coopérer dans les zones à risque ?



Face aux inquiétudes et aux questionnements soulevés par la situation en Zone Sahélienne, et en particulier les directives du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes en matière de déplacement, Lianes coopération et la Région Nord - Pas de Calais ont organisé en février dernier une rencontre intitulée "Comment continuer à coopérer dans les zones à risque en Afrique subsaharienne?".

Ces rencontres ont permis de proposer des solutions afin d'éviter les déplacements sur ces territoires, comme la mise en place de systèmes de visio-conférence, l'organisation de réunions dans des pays voisins ou la venue de délégations du sud.

Il existe également une autre alternative à l'envoi d'expatriés ou de salariés français sur le terrain : le recrutement exclusif

Réunissant plus d'une centaine d'acteurs de toute la région, cette réunion a permis d'échanger sur les nouvelles façons d'agir pour maintenir actives les coopérations avec les partenaires. Le compte rendu est téléchargeable sur le site de Lianes, onglet "À lire, à voir".

Suite à cette rencontre, quelques associations ont souhaité poursuivre ces réflexions, comme par exemple, l'association CORENS, avec la conférence "Évolutions des migrations sahéniennes et externalisation des frontières de l'Europe dans la bande du Sahel".

> Plus d'infos : n°73 de la revue "Cultures & conflits".

de personnel local sur les projets.

C'est le cas de l'association Wasquehalienne Élevages sans frontières, qui participe à la mise en place de projets d'élevages familiaux dans les pays en développement. Nous avons rencontré André Decoster, président-fondateur de l'association, qui nous explique les raisons de ce choix et les difficultés parfois rencontrées.

Des équipes nationales : les atouts d'une ONG

Exemple de l'association Élevages sans frontières

Ce choix, fait à la création de l'association en 2001, n'était pas lié à des questions de sécurité, mais à la volonté de contribuer activement au développement local des pays, pour s'approcher de l'idée selon laquelle l'aide au développement ne doit plus être "imposée" aux populations bénéficiaires, mais plutôt co-construite en partenariat avec elles.

D'après M. Decoster, "ce choix n'est pas anodin : il implique une manière concrète de penser l'aide au développement. Il participe à la volonté de renforcer et de valoriser les capacités des populations nationales et répond aux besoins de réussite et d'éthique de l'ONG."

Le personnel local recruté sur place joue alors le rôle d'intermédiaire avec l'équipe au siège. Fidèle relai des besoins des populations, il participe à la pérennité de la structure et constitue la mémoire vivante des projets. Autrement dit, de par son "savoir faire", son "savoir être" et la connaissance de la langue, voir des dialectes, il permet à l'ONG de s'intégrer plus facilement et positivement sur son terrain d'action.

Cependant, au quotidien, le choix d'équipes uniquement nationales implique un exercice permanent de travail collectif et une adaptation de la part de tous, tant au siège que dans les antennes. Ainsi, pour permettre à chacun de se connaître et renforcer la cohésion entre les pays, l'association a réuni, en avril dernier, l'ensemble des équipes nationales à Lille, à l'occasion des 10 ans de l'association et de l'élaboration du nouveau plan stratégique.



■ ■ ■ C'EST DU JARGON !

La capitalisation d'expérience

De plus en plus d'acteurs du développement ou de la coopération s'intéressent à la capitalisation. Le terme est devenu récurrent : "il faut capitaliser!". Pourtant, paradoxalement, on peine à traduire l'idée en activité opérationnelle organisée. La définition, les objectifs et les méthodes ne sont pas toujours évidents à saisir.

Plusieurs définitions sont associées au terme de capitalisation. L'explication qui revient le plus souvent est la suivante : la capitalisation consiste à transformer le savoir-faire en savoir, en connaissance partageable. Ou encore : capitaliser, c'est faire passer des savoirs implicites (puisque je fais, je sais) à une forme explicite (je sais faire et je peux expliquer comment je fais).

Une démarche de capitalisation rend en effet possible le transfert des acquis de l'individu vers le groupe, de l'organisation vers la collectivité, toutefois les motivations sont généralement plus variées : améliorer l'activité ; valoriser les savoir-faire ; s'adapter aux évolutions ; maîtriser les échecs ; dynamiser un processus ; promouvoir son organisme ; construire une intelligence collective... On capitalise pour "se donner les moyens de valoriser ce que l'on sait faire et d'éviter de perdre son savoir."

Selon le Ciedel et le F3E (2006), on peut distinguer 3 types de capitalisation :

- la capitalisation individuelle, que l'on fait par et pour soi-même en vue d'améliorer sa pratique.
- la capitalisation collective qui répond à des intérêts partagés au sein d'un groupe, pour valoriser un savoir commun ou une identité partagée.
- la capitalisation institutionnelle qui vise à conserver la mémoire des activités menées dans un contexte où le savoir-faire migre.

La capitalisation implique la mise en place de dispositions permettant le recueil, le tri, le partage et l'appropriation de l'expérience, toutefois la méthode et les outils devront être choisis et adaptés au contexte et aux besoins. Si les outils pour assurer la collecte régulière des informations sont trop contraignants, alors il est peu probable que le procédé fonctionne.

La capitalisation est une démarche très distincte de l'évaluation. Cette dernière s'intéresse aux résultats et non au processus. La capitalisation pose des constats, l'évaluation émet un jugement.

Dans le capital mémoire, Sylvie Robert explique qu'au niveau des institutions, la création d'un terrain favorable à la capitalisation peut être sensible. Celle-ci faisant appel aux savoirs propres des personnes, elle peut se heurter à des difficultés. Ainsi "La capitalisation est avant tout une posture intrinsèque, nécessitant un climat de confiance..." et il s'avère indispensable d'établir un consensus sur les objectifs et la démarche à suivre afin que les organisations qui participent à un projet de capitalisation collective s'approprient et se reconnaissent dans le projet.

Le succès d'une démarche de capitalisation dépend donc des attentes et du bénéfice imaginé par les acteurs impliqués. Et Sylvie Robert de préciser que la capitalisation pourra être conduite si les contributeurs reçoivent en retour une information effectivement utile.

La mise en forme des produits de la capitalisation est donc une part importante du processus. Le choix du support doit être réfléchi et il est essentiel d'en avoir une approche claire et synthétique.

Pour autant, il ne faut pas confondre modéliser et théoriser. Si une théorie s'applique, un modèle, quant à lui, inspire... et les résultats de la capitalisation se présentent comme autant d'outils utiles aux métiers et pratiques des membres d'un réseau.

> Pour aller plus loin :

- Introduction à la capitalisation d'expériences CIEDEL/ F3E - 2006 (24 pages - PDF 711 Ko)
http://f3e.asso.fr/IMG/pdf/Note_de_synthese_formation_capitalisation_2006.pdf
- Capitalisation d'expériences... expérience de capitalisations. Comment passer de la volonté à l'action ? GREY - Revue Traverses n°15 - 2004 (49 pages - PDF 259 Ko)
www.groupe-initiatives.org/IMG/pdf/traverse_15.pdf
- Le capital mémoire : identifier, analyser, valoriser l'expérience dans les institutions - Sylvie Robert, Annick Ollitrault - Bernard, FPH 2006 (216 pages - PDF 5,8 Mo)
www.eclm.fr/fileadmin/administration/pdf_livre/307.pdf
- Des histoires, des savoirs et des hommes : l'expérience est un capital, Pierre de Zutter, Série DOSSIERS POUR UN DÉBAT n° 35, FPH 1994 (143 pages - PDF 1,3 Mo)
http://p-zutter.net/mediapool/54/542579/data/en_francais/1994_Des_histoires_des_savoirs_FPH.pdf

Brèves

Participation de Lianes coopération à la préparation des États Généraux de l'ESS



Les États Généraux de l'ESS (Économie Sociale et Solidaire), qui se tiendront du 17 au 19 juin prochain à Paris, ont pour objectif d'inciter les acteurs à faire mouvement pour lancer un plaidoyer massif en faveur d'une économie respectueuse de l'humain et de l'environnement.

Eu égard à l'importance de l'évènement, Lianes coopération a rejoint l'APES (Acteurs Pour une Économie Solidaire), dans la rédaction de cahiers d'espérances, présentés lors de la rencontre régionale du 8 juin à Lille.

> Plus d'informations sur www.pouruneautreconomie.fr

Du changement dans l'équipe de Lianes coopération !



Depuis janvier dernier, Olivia MAILFERT a rejoint l'équipe de Lianes pour succéder à Séverine PODEVIN en tant qu'Animatrice chargée de la communication. En plus des activités de communication, elle assure l'animation territoriale, dont la coordination régionale pour l'animation de La Semaine (CORAS). Bienvenue Olivia !

Formations 1^{er} semestre 2011



Le programme des formations en Nord - Pas de Calais est disponible chez Lianes coopération. N'hésitez pas à nous le demander ou à le télécharger sur www.lianescooperation.org

Comment adhérer à Lianes coopération ?

Lianes coopération anime le réseau des acteurs de la région Nord - Pas de Calais impliqués dans des actions de Coopération internationale.

Vous pouvez manifester votre engagement actif dans cette dynamique de partage de connaissances, d'expériences et de compétences avec les autres acteurs de la Coopération internationale, en adhérant à l'association.

Pour faire la démarche, consultez le site www.lianescooperation.org, onglet "Adhérer à Lianes".

Montant des cotisations :

- 30€ pour les associations, établissements scolaires et universitaires, cliniques et hôpitaux, organismes socioprofessionnels et consulaires
- 200€ pour les collectivités de moins de 20000 habitants
- 500€ pour les collectivités ayant entre 20000 et 40000 habitants
- 1000€ pour les Collectivités de plus de 40000 habitants

Lianes électro

Lianes coopération diffuse chaque mois, une lettre d'information électronique à près de 2.500 personnes qui ont communiqué leur adresse e-mail. Si vous souhaitez être destinataire de cette lettre, envoyez un message à l'adresse suivante : lianescooperation@wanadoo.fr en précisant votre demande.

Ayez le réflexe !

Adhérents, vous pouvez participer à la rédaction de ce Bulletin en nous communiquant l'actualité et les projets de votre organisme.

> Contact : Lianes coopération au 03 20 85 10 96

Ce bulletin à parution trimestrielle est édité à 3000 exemplaires et envoyé à tous les organismes du Nord - Pas de Calais engagés dans la coopération internationale ayant répondu au questionnaire de recensement de Lianes coopération ainsi qu'aux partenaires en et hors région.

Partenaires financiers de Lianes coopération :



Les structures adhérentes à Lianes coopération

- ABC d'Ailleurs (Tourcoing)
- ABN (Villeneuve d'Ascq)
- AES (St Omer)
- AFDI Nord - Pas de Calais (St Laurent Blangy)
- Agir Abcd Nord - Pas de Calais (Lille)
- Aider et Connaître (Fort Mardyck)
- Amitié-Partage avec Akono (Valenciennes)
- Angata Lambersart (Lambersart)
- Apj Togo (Bailleul)
- ASDC (Roncq)
- Asie Touquet Solidarité (Le Touquet Paris Plage)
- Association de jumelage-coopération Roncq - Sélinkégnay (Roncq)
- Ayecama (Ronchin)
- Cadrasié (Lille)
- Cap Solidarités (Lille)
- CCFD Terre Solidaire (Lille)
- CDSI (Boulogne sur Mer)
- Centre socioculturel Audrey Bartier (Wimereux)
- Ch'Faid (Libercourt)
- Comité Départ (Genech)
- Comité Tinkaré Mali (Faches Thumesnil)
- Compain (Marquette Lez Lille)
- Concordia Relai Nord - Pas de Calais et Picardie (Amiens)
- CORENS (Lille)
- Coups de Cœur Burkina Faso (Proville)
- CRDTM (Lille)
- Diapason (Dunkerque)
- Dihosi (Mons en Barœul)
- ELANS (Halluin)
- Élevages Sans Frontières (Wasquehal)
- Embardee (Hesdin)
- Ent'raide France Mali (Villeneuve d'Ascq)
- ESSOR (Marcq en Barœul)
- Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture (Lille)
- Fédération régionale des Maisons Familiales rurales (Longpre Les Corps Saints)
- France Liban coopération (Mons en Barœul)
- Fraternité tout horizon (Dunkerque)
- GRDR - Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (Lille)
- GREF Région Nord (Lille)
- Guillaume de Rubrouck (Rubrouck)
- Imiks Imik (St Omer)
- Kabé - Bénin (Loos en Gohelle)
- Lambersart Kaviev Ukraine (Lambersart)
- Le Partenariat (Lille)
- Loos N'Gourma (Loos en Gohelle)
- Maison de la Polonia (Hénin Beaumont)
- Maison des Himalayas 59 (Berthen)
- Mayacoœur (Mons en Barœul)
- MJC d'Halluin (Halluin)
- MRJC Nord - Pas de Calais (Arras)
- Natifs (Hesdin)
- Partage Enfance Mali (Dainville)
- Petits frères d'Afrique (Avion)
- SCI Région Nord (Lille)
- Service Échange Coopération (Lille)
- SIDI (Paris)
- Solibama (Lille)
- Timoun d'Haïti (Villeneuve d'Ascq)
- Touscan (Wattrelos)
- Un filleul pour Madagascar (Douai)
- VNMSF (Mons en Barœul)

Collectivités territoriales

- Communauté d'Agglomération de la porte du Hainaut (Wallers)
- Communauté urbaine de Dunkerque (Dunkerque)
- Communauté urbaine de Lille Métropole (Lille)
- Conseil général du Nord (Lille)
- Conseil général du Pas de Calais (Arras)
- Région Nord - Pas de Calais
- Ville de Halluin
- Ville de Le Portel
- Ville de Lille
- Ville de Linselles
- Ville de Maubeuge
- Ville de Roubaix

Lianes coopération, réseau d'appui à la Solidarité internationale en Nord - Pas de Calais, vous propose, toute l'année :

- un observatoire de l'actualité de la coopération décentralisée et de la Solidarité internationale en région et ailleurs
- des formations d'aide au montage de projet et à la recherche de financements
- un appui-conseil individualisé aux porteurs de projets de territoire à territoire ou d'envergure régionale (les autres appuis sont pris en charge par le DRAPP)
- une mise en synergie des compétences et des ressources en appui

Bulletin d'information de Lianes coopération

Président : Antoine Baillœul • Directrice de publication : Angélique Vincent • Coordination de la rédaction : Olivia Mailfert • Ont participé à la réalisation de ce numéro : Charlotte Lion, François Derisbourg, Luc de Ronne, Antoine Bailloeu, Pascale Pavy, Angélique Vincent, Olivia Mailfert, Laurent Rousseau, Majdouline Sbaï, Laura Murphy, Maxence Thooris, Grégory Blin, Christine De Sainte Marie, Laurent Denis, Perrine Duroyaume, Catherine Gaudard • Maquette : T!tane Imprimerie : La Monsoise, 5 Av. Léon Blum - 59371 Mons en Barœul • ISSN : 1630-2729 • Imprimé sur papier recyclé

S/c Maison régionale de l'environnement et des solidarités

23 rue Gosselet 59000 Lille • Tél/fax : 03 20 85 10 96
lianescooperation@wanadoo.fr • www.lianescooperation.org